

**Une page d'Histoire du
Lycée Honoré d'Urfé :
Les élèves juives du
lycée de jeunes filles de
Saint-Etienne pendant
la deuxième guerre
mondiale**

Paul Saumet
15/02/2011

Introduction :

Cette recherche a débuté par hasard, lorsque je suis tombé sur deux vieux registres du lycée pendant la seconde guerre mondiale. Il n'en fallait pas davantage pour éveiller ma curiosité d'historien. Les patronymes qui apparaissaient me rappelaient beaucoup ceux de nos élèves actuels. Des dynasties de stéphanois étaient là couchées par écrit. Jusqu'au moment où je découvris la mention « israélite » inscrite à côté d'un nom. Je connaissais le régime de Vichy et son antisémitisme, mais là je me heurtais à sa réalité la plus crue. C'est l'Homme qui en était choqué. Il fallait que j'en sache plus. Pourquoi ? Comment cela fut-il possible dans un milieu fait pour les enfants et pétri d'idéaux de la IIIème République : Liberté, Egalité et Fraternité ?

I-Le contexte général :

Quelques rappels historiques sur l'Occupation à Saint-Etienne :

Il faut d'abord se replonger sur la législation de la période. Dès la mise en place de l'Etat Français, à Vichy, les mesures antisémites se succédèrent. Le statut des Juifs datait d'octobre 1940. La loi du 2 juin 1941 imposait le recensement des Juifs. La loi de décembre 1942 obligeait l'apposition de la mention « juif » sur les cartes d'identité.

Revenons à présent sur la communauté juive. Dans les années 30, vivaient moins de 600 Juifs, dans la Loire, soit environ une centaine de familles. Le premier rabbin datait de 1860 et la construction de la synagogue, 34 rue d'Arcole, de 1887. Les Juifs stéphanois étaient alors majoritairement français, originaires du Midi ou rapatriés d'Alsace-Lorraine, après 1870. Ils appartenaient à la classe moyenne, plutôt aisée et bien intégrée. Une liste des Juifs décorés pendant la guerre fut même publiée dans le journal La Tribune du 6/7 décembre 1941. Cette action de révolte méritait un certain courage. Il est vrai que le directeur était Louis Soulié, juif et Franc-maçon, et le rédacteur en chef, était René Grumbach, issu d'une ancienne famille israélite stéphanoise et père de Jacqueline, élève du Lycée. Après 1914 il y eut une importante arrivée de Juifs originaires de l'Europe de l'Est, Ukraine, Russie blanche, Turquie et Pologne. Ces derniers étaient des prolétaires, travaillant dans l'industrie ou le petit commerce, surtout celui des vêtements. La majorité fuyait les pogroms. Mais en 1939, ils étaient pratiquement assimilés. Enfin en 1933/1934 se produisit une dernière arrivée de Juifs venant d'Allemagne, d'Autriche et de la Sarre. Parmi eux il y avait beaucoup d'enfants, des familles éclatées, toujours des gens inquiets et traumatisés.

En 1941/1942 ils étaient 2349 Juifs dans la Loire, soit moins de 1% de la population, même si leur nombre s'était multiplié par 4 depuis 1939. 21.1% de ces derniers étaient des enfants. L'administration envisagea même, au printemps 1943 de les regrouper dans un établissement scolaire juif avec des enseignants juifs. Ce fut un échec. Mais le 26 mai 1943, l'inspection livra aux autorités la liste des élèves juifs, soit 109 enfants, 63 garçons et 46 filles, surtout des primaires. En septembre 1939, il y avait 1402 juifs français dans la Loire, soit 63% de l'ensemble des Juifs du département. Officiellement, dans la Loire, 2064 Juifs

vivaient en 1942, dont moins de 10% étaient nés dans le département. Depuis le 24/06/1941, les établissements scolaires avaient un quota « d'Israélites » de 3% maximum.

Saint-Etienne était en zone Sud, mais le 11 novembre 1942 dans l'après-midi les Allemands arrivèrent. La Kommandantur s'installa au Grand Hôtel, le SD au Nouvel Hôtel et dès février 1943, au 32 rue de la Convention, la feld gendarmerie à l'Hôtel Moderne, l'Abwehr au 21 rue du Maréchal Pétain, la Gestapo au Nouvel Hôtel, 37 rue Denfert-Rochereau. Le Commissariat aux Affaires Juives était situé 15 rue du président Wilson.

Les autorités françaises avaient créé, à Saint-Just-En-Chevalet, un centre de regroupement départemental des « indésirables ». Les lettres de plaintes des français, partisans de Vichy, arrivaient à la police : « Ces juifs étrangers exaspèrent la population qui s'étonne de voir ces promeneurs sans occupation et dont l'aspect extérieur indique suffisamment leur ignorance des restrictions... ».

La première rafle date du 26 août 1942, à 4 h du matin, avant même l'arrivée des Allemands à Saint-Etienne. D'après les rapports des RG les gens n'étaient pas contents et avertirent les troupes de Vichy qui agissaient : « Ce sont des choses qu'il faudra payer plus tard (...) La population s'est apitoyée sur le sort des israélites appréhendés. Elle réproche ces déportations vers l'Est (...) Elle juge inhumaine ces mesures qui désunissent les familles ». 71 personnes furent conduites à l'hôtel de ville puis au Soleil, au camp Beaunier et de là à Vénissieux. 40 furent déportés à Auschwitz.

Le 14 mars 1943 une nouvelle rafle eut lieu, suite à un attentat. 80 personnes furent déportées, dont 7 Juifs, tous issus des familles israélites importantes de la ville de Saint-Etienne. Suivirent les rafles du 31 octobre au 3 novembre 1943 qui donnèrent lieu à 32 déportations, puis celle du 21 février au 26 février 1944, suivie de 12 déportations, celle du 3 au 9 avril 1944 avec ses 18 déportations, celle du 25 mai 1944 (rafle des juifs de Montrond) et ses 66 déportations et celle de juillet 1944 avec 9 déportations. En 1942, 15 Juifs furent déportés, 47 en 1943, 165 en 1944, soit un total de 170 hommes et 98 femmes. Dans la Loire, 37 enfants de moins de 18 ans furent déportés dont 26 Juifs. En 1945 seulement 7 rentrèrent. 84% des déportés de la Loire furent dirigés sur Auschwitz. Pourtant, les 4/5^{ème} des Juifs de la Loire échappèrent à la déportation. 90% des juifs arrêtés dans la Loire furent conduits à Auschwitz et 80% d'entre eux y moururent. Un seul enfant de moins de 15 ans survécut.

Les élèves dans la tourmente :

Avec la défaite et la débâcle, bien des réfugiés gagnèrent Saint-Etienne, parmi eux des familles juives souvent originaires de l'Est du pays ou de l'Europe et de la région parisienne. Les registres du lycée dès la rentrée 1940 livrent leur lot de patronymes. La rentrée 1941/1942 fut la plus fréquentée. Entre 25 à 30 élèves portent des noms qui ne sont pas de la région et qui trahissent leurs origines juives. De plus, le Lycée de jeunes filles était réputé assez bourgeois. Les classes populaires n'y avaient pas accès, d'autant que Vichy avait rétabli les frais de scolarité dans le second cycle. Dès janvier 1941 les cours de catéchisme avaient lieu au Lycée où deux aumôniers catholiques venaient d'être nommés. Le 1^{er} mars 1941, lors de la venue à Saint-Etienne de Pétain, les lycéennes furent réquisitionnées. Elles reçurent des petits

drapeaux et firent la haie sur le parcours. Le 20 octobre 1941 un internat était ouvert dans les locaux de l'ancienne Ecole Normale de filles, supprimée par Vichy.

A Saint-Etienne les Juifs ne furent jamais astreints à porter l'étoile jaune. Mais, la liste des israélites fut publiée près du square Violette dans la vitrine du journal collaborateur « l'Emancipation Nationale ». Dès 1943, beaucoup de ces élèves quittèrent l'établissement. Les dernières s'évaporèrent au printemps 1944. Certaines élèves portaient sur leur fiche d'inscription la mention « israélite ». D'autres qui pourtant appartenaient à cette confession religieuse ne la portaient pas. Enfin il faut rappeler que le Lycée commençait dès l'école primaire. Aucune des enseignantes ne semble avoir été juive et donc chassée de l'enseignement en 1941, comme ce fut le cas pour des personnels du Lycée de garçons (Fauriel), le professeur Paul Meier, le docteur Charles Nordman et l'aumônier israélite Benoit Lévy, ou pour l'inspecteur d'académie, M Wolf. Le mouvement de résistance « 93 », crée par Violette Maurice recrutait parmi les professeurs et les anciennes élèves-étudiantes. Enfin c'est en 1944 que Vichy décida du patronyme définitif du Lycée : Honoré d'Urfé !

II- Des enfants qui n'étaient que juives :

Les victimes juives :

Levy Denise, morte en déportation, était née à Saint-Etienne le 19/07/23. Elle quitta Drancy pour Auschwitz, le 07/10/43, par le convoi 60. Elle était notée étudiante. Denise Lévy était élève en 2nde A', durant l'année 1939/1940. Elle fut au lycée de 1928, 11^{ème} à 1940, 2nde. Elle partit alors en internat à Lyon.

Heimer Jeanine, était inscrite en 5^{ème} A4 en 1942/1943. Elle était née à Paris 3^{ème} le 25/06/1929 et habitait 25 rue du Mont. Elle fut déportée par le convoi 61 qui quitta Drancy le 28/10/1943, pour Auschwitz. Elle portait la mention « écolière ». Avec elle se trouvaient, son frère Maurice, né le 21/10/1924 à Paris, sa mère Suzanne, née le 25/05/1903 à Troyes et son père Daniel né le 14/02/1896 à Paris, représentant à Saint-Etienne. Inscrite sur le registre du Lycée, sa fiche personnelle ne figure plus dans le fichier de l'établissement. Cette famille était probablement d'origine autrichienne.

Rosenkovitch Charlotte, était née le 01/06/1929 à Paris, résidant 15 rue Michelet, chez Dzviga (Mr Dzviga, veuf, commerçant, s'était remarié avec la mère de Charlotte qui garda son nom de famille), naturalisée française, (alors que les Dzviga étaient russes), scolarisée en 6^{ème} A'' en 1940/1941, en 5^{ème} A3 en 1941/1942, en 4^{ème} A en 1942/1943, en 3^{ème} A en 1943/1944. (Sur les registres du Lycée elle est classée sortante à la date du 31/12/1943 !). Elle fut arrêtée à Saint-Etienne le 03/11/1943, probablement à la suite d'une dénonciation, car, elle se cachait à la campagne et elle était venue en ville pour un problème lié à l'école. Elle fut arrêtée rue Michelet avec Suzanne Dzviga, la fille de son beau-père à peine une quinzaine de minutes après leur arrivée. Elle fut déportée pour Drancy, puis